



DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DE BRETAGNE

9, rue du Clos Courtel
CS 34308
35043 RENNES Cedex
Téléphone : 02 99 27 66 66
Télécopie : 02 99 27 66 70

Rennes, le 04 AVR. 2005

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

GROUPES DE SUBDIVISIONS
D'ILLE-ET-VILAINE

Objet : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
Installation d'incinération de déchets non dangereux – Société S.A.I. à CORNILLE

P.J. : Projet d'arrêté d'autorisation

La Société Armoricaïne d'Incinération (S.A.I.) filiale du groupe S.V.A., exploite au lieu-dit « Les Guichardières » sur le territoire de la commune de CORNILLE une unité d'incinération de boues de stations d'épuration et de déchets organiques (matières stercoraires et déchets crus des usines du groupe).

L'incinération est réalisée au sein d'un four à lit fluidisé avec récupération d'énergie par production de vapeur livrée à l'usine voisine exploitée par la SNC CORNILLE.

I – SITUATION ADMINISTRATIVE

L'exploitation de cette installation est autorisée par arrêté préfectoral n° 30496 du 22 septembre 2000 modifié par arrêté préfectoral du 11 février 2003.

Les activités exercées sont les suivantes :

N° Nomenclature	DESIGNATION	A/D *
167 C	Incinération de déchets en provenance d'installations classées dans un four à lit fluidisé d'une capacité globale de 5,6 t/h Installation de lavage intérieur des camions	A
322.B.4	Incinération de déchets assimilables à des résidus urbains dans le four ayant les caractéristiques indiquées plus haut	A
1434-1.b	Installation de distribution de liquides inflammables (capacité équivalente catégorie 1 : 1 m³/h)	D
2260-2	Broyage de produits organiques d'une puissance de 150 kW	D
2920-2	Installation de compression d'air d'une puissance de 55 kW	D

La mise en exploitation a eu lieu en juillet 2002.

Rapport Inspection du 23 mars 05

II – EVOLUTION DU CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 a transposé en droit français la directive 2000/76/CE du Parlement européen et du conseil en date du 4 décembre 2000 sur l'incinération des déchets.

Cet arrêté qui concerne l'incinération des déchets non dangereux apporte des modifications notables par rapport à l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991, relatif à l'incinération des déchets ménagers et assimilés, qui sera abrogé au 28 décembre 2005.

Il s'agit en particulier :

- de l'introduction d'une valeur limite à l'émission dans l'air sur les dioxines,
- de l'introduction d'une valeur limite à l'émission dans l'air sur les oxydes d'azote,
- d'un renforcement du suivi des émissions des usines d'incinération d'ordures ménagères.

L'ensemble des dispositions sera applicable aux installations existantes à compter du 28 décembre 2005.

L'exploitant a présenté le 4 juillet 2003 une étude de mise en conformité de son installation avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

Après un examen de la situation de l'usine au regard de chaque article de ce texte, cette étude a recensé les points de non-conformité suivants :

- traitement des données du système d'autosurveillance des rejets atmosphériques,
- contrôle en continu des rejets en carbone organique total
- consistance des rapports mensuels et annuels,
- surveillance des rejets aqueux,
- prévention contre l'indisponibilité des installations de mesure,
- campagne bi-annuelles de mesures par un laboratoire extérieur,
- caractéristiques des trappes de prélèvement dans la cheminée.

III – MISE EN CONFORMITE

Le 19 novembre 2004, l'exploitant nous a adressé un dossier récapitulatif des aménagements réalisés :

- Les systèmes informatiques de traitement et d'archivage des données de l'autosurveillance de rejets atmosphériques ont été modifiés. Ces données traitées sont gravées mensuellement sur Cd-Rom pour un stockage définitif.
- Une armoire de mesure en continu du C.O.T., équipée d'un détecteur à ionisation de flamme, a été mise en place.
- Toutes les eaux ayant été en contact avec les déchets, les eaux de lavage des trémies, de préparation de lait de chaux et des aires de lavage des véhicules sont désormais injectées dans le four avec les matières à incinérer.

Seules, les eaux de chaudières et les eaux vannes restent dirigées dans la station d'épuration de l'usine voisine exploitée par la SNC CORNILLE.

- Les rapports mensuels et annuels ont été complétés pour présenter les nouvelles modalités de l'autosurveillance des rejets atmosphériques.

- Un contrat de maintenance bi-annuelle a été souscrit avec une entreprise spécialisée pour la vérification du matériel de mesure. Les chefs de quart ont été formés pour assurer une maintenance hebdomadaire préventive.
- Des campagnes bi-annuelles de mesures des rejets à l'atmosphère sont réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC.
- La trappe de prélèvement des gaz dans la cheminée a été déplacée pour rendre la plateforme de mesure conforme à la norme NFX 44-052.

IV – INSPECTION

Nous avons procédé à l'inspection annuelle de cet établissement le 23 mars 2005.

Son aménagement est conforme aux prescriptions de l'arrêté du 20 septembre 2002.

Résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques (en moyenne/jour) pour l'année 2004 (305 jours de mesures) :

CO	1,60 mg/m ³	aucun dépassement du seuil de 50 mg/m ³
Poussières	0,34 mg/m ³	aucun dépassement du seuil de 10 mg/m ³
HCl	0,74 mg/m ³	aucun dépassement du seuil de 10 mg/m ³
SO ₂	3,20 mg/m ³	aucun dépassement du seuil de 80 mg/m ³
NO _x	157 mg/m ³	9 dépassements du seuil de 400 mg/m ³ (4 en février (maxi 764), 2 en mars (442) et 3 en mai (500))

Le traitement des NO_x a été finalisé et automatisé en septembre 2004 (injection d'eau ammoniaquée).

Deux campagnes de mesures – 27 et 28 avril – 29 et 30 septembre – assurées par un prestataire spécialisé agréé COFRAC, confirment ces résultats et pour les métaux et dioxines fournissent les résultats suivants :

Cd	< 0,14 et < 0,01 mg/m ³
Hg	0,013 et 0,007 mg/m ³
Ti	< 0,04 et 0,01 mg/m ³
Total des autres métaux	0,035 mg/m ³
Dioxines et furannes	0,002 mg/m ³ – 0,01 mg/m ³

Des mesures de dioxines et furannes dans l'environnement ont été réalisées les 13 et 14 septembre 2004 :

- 8 prélèvements de lait
- 1 prélèvement de crème
- 6 prélèvements de sols

Résultats maxima :

- dans le lait : 0,49 pg/g
- dans la crème : 0,34 pg/g
- dans les sols : 0,80 pg/g

Maxima admissible :

- 3 pg/g dans le lait
- 5 pg/g dans les sols (bruit de fond)

Ces résultats ne montrent pas d'impact significatif sur l'environnement.

En 2004, l'installation a traité 30 776 tonnes dont :

- boues urbaines4 661 tonnes
- boues industrielles 14 335 tonnes
- matières stercoraires6 182 tonnes
- déchets crus.....5 598 tonnes.

Les déchets d'incinération (1 300 tonnes) et les sables du lit fluidisé renouvelés à intervalles réguliers (107 tonnes) ont été éliminés au centre d'enfouissement de classe 1 SEDA de Champteussé-sur-Baconne (49).

V – CONCLUSION ET PROPOSITION

L'installation d'incinération exploitée par la société S.A.I. à CORNILLE est depuis le début de cette année aménagée et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. Les derniers résultats des analyses des rejets atmosphériques confirment le bon fonctionnement de cet incinérateur.

Les rejets aqueux chargés en matières organiques ont été supprimés.

En conséquence, nous proposons que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2000 (modifié le 11 février 2003) soit remplacées par celles du projet d'arrêté ci-joint qui tient compte des prescriptions de l'arrêté du 20 septembre 2002 et en particulier des nouvelles caractéristiques des rejets atmosphériques.

Le projet d'arrêté devra être soumis à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

L'Inspecteur des Installations Classées



Copies : chrono
Dossier
EI2S